



CONVENTION SUR LES ESPÈCES MIGRATRICES

Distribution: Générale

PNUE/CMS/COP11/Doc.14.1
22 août 2014

Français
Original: Anglais

11^e SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES
Quito, Équateur, 4-9 novembre 2014
Point 14.1 de l'ordre du jour

EXECUTION DU BUDGET DE LA CMS DURANT LA PERIODE TRIENNALE 2012-2014

(État au 31 juillet 2014)

Résumé

Le présent rapport fournit à la Conférence des Parties l'état des contributions aux Fonds d'affectation spéciale pour les contributions calculées ainsi qu'un aperçu sur l'application du budget de la CMS pendant la période triennale 2012-2014 au 31 juillet 2014.

Les Parties sont invitées à prendre acte du document et à fournir toute orientation, le cas échéant, au Secrétariat.

Le document devrait être examiné en même temps que le document PNUE/CMS/COP11/Doc.14.3 sur le budget proposé pour la période triennale 2015-2017.

EXECUTION DU BUDGET DE LA CMS DURANT LA PERIODE TRIENNALE 2012-2014

(Préparé par le Secrétariat PNUE/CMS)

I. Introduction

1. Le présent rapport fournit à la Conférence des Parties un aperçu sur l'application du budget de la CMS au cours de la période triennale 2012-2014 au 31 juillet 2014. Le rapport répond également à la Rés. 9.14, Annexe IV, paragraphe 4 (e) de la CMS, qui a demandé au Secrétariat de délivrer un rapport trimestriel aux membres du Sous-Comité des finances et du budget, qui identifie et explique toute dépense prévue qui diverge du budget approuvé de plus de 20% pour les coûts de personnel et autres coûts en relation avec chaque activité, allant de pair avec l'approche proposée pour gérer toute surdépense projetée. Par la suite, le Comité permanent a décidé à sa 41^e réunion (StC40) que les rapports financiers seront établis tous les six mois.

II. État du Fonds d'affectation spéciale pour les contributions calculées au 31 décembre 2013

2. Lors de la clôture des comptes du PNUE le 31 décembre 2013, le solde du Fonds d'affectation spéciale pour les contributions calculées était de €1.229.893¹ comprenant un excédent du Fonds d'affectation spéciale de €867.393 et une réserve de fonctionnement de €362.500 (voir le tableau 1 ci-dessous).

Tableau 1

Solde du Fonds d'affectation spéciale

<i>Solde du Fonds d'affectation spéciale (au 31 décembre 2013)</i>	<i>Euro</i>
Solde du Fonds d'affectation spéciale au 31 décembre 2013 (hors réserve opérationnelle)	867 393
Réserve de fonctionnement	362 500
Réserves totales	1 229 893

Tableau 2

Engagements relatifs au solde du Fonds

<i>Engagements relatifs aux soldes du Fonds d'affectation spéciale (au 31 décembre 2013)</i>	<i>Euro</i>
Report en 2014 des économies de personnel et d'opérations réalisées en 2012/13 (conformément aux décisions du StC)	183 059
Report en 2014 des crédits budgétaires inutilisés en 2012/13 relatifs aux activités	276 860
Reports totaux de 2012/13 en 2014	459 919
Coûts d'appui au programme (13%)	59 789
Reports totaux de 2012/13 en 2014, y compris les coûts d'appui au programme	519 708
Prélèvement sur le solde du Fonds pour financer le budget 2014	130 000
Total partiel	130 000
Total	649 708
Solde inutilisé du Fonds d'affectation spéciale	217 685

3. Bien que l'excédent du Fonds d'affectation spéciale fût de €867393 (hors réserve opérationnelle) au 31 décembre 2013, les engagements relatifs au solde du Fonds pour financer le budget 2014 s'élevaient à €649708 (voir le tableau 2 ci-dessus). A cet égard, le Comité permanent a approuvé l'utilisation des économies de personnel et d'opérations réalisées en 2012/13 d'un montant de €183.059 afin de financer: (a) le renouvellement des postes P-2 d'Administrateur associé chargé de l'information et

¹ Basé sur le taux de change opérationnel des Nations unies au 31 décembre 2013 de 1US\$ = €0.725.

d'Administrateur associé de programme pour appuyer les instruments en Asie centrale jusqu'à fin 2014 dont les coûts sont estimés à €176.868 en 2014, (b) le reste de €6.191 étant prévu pour les activités prioritaires. En outre, un total de €276.860 non dépensé pour les activités en 2012/13 a été reporté aux lignes budgétaires respectives pour les activités en 2014. Tenant compte des coûts d'appui au programme de €59.789 relatifs aux reports susmentionnés et de la décision prise par la COP-10 d'utiliser €130.000 de la réserve afin de financer le budget 2014, le total des engagements relatifs au solde du Fonds s'élevait à €649.708, laissant un solde inutilisé du Fonds de €217.685.

4. Le Fonds d'affectation spéciale affichait un solde inutilisé positif de €217.685 au 31 décembre 2013. Il faudrait noter que le solde du Fonds inclut les engagements non payés qui s'élevaient à €345.981 au 31 décembre 2013. Le niveau des soldes des engagements non payés en fin d'exercice constitue un sujet de préoccupation. Comme indiqué dans le tableau 3, les engagements non payés constituent un pourcentage important de la réserve de fonctionnement (€362.500) visant à fournir des flux de liquidités en attendant la réception des contributions promises pour un exercice donné. La liquidité du Fonds dépend donc largement du report de fonds non dépensés des années fiscales précédentes d'ici la fin de l'exercice.

Tableau 3

Bilan de clôture des engagements impayés au 31 décembre au cours des 5 années précédentes

	2009	2010	2011	2012	2013
Bilan de fin d'année des engagements impayés	238 084	195 692	189 057	249 789	345 981

5. L'état des engagements impayés pour 2013 et les années précédentes est fourni dans le Tableau 4. Ce tableau montre que le niveau des engagements impayés pour 2013 et les années précédentes a manifestement baissé de €345.981 au 31 décembre 2013 à €204.964 au 31 juillet 2014. Toutefois, ce niveau reste inquiétant étant donné qu'il constitue toujours environ 57 pour cent des réserves opérationnelles. Il convient de noter que 90 pour cent des contributions non réglées pour 2013 et les années précédentes sont dues par les 11 Parties sur les 37 ayant des arriérés. Afin de redresser cette situation, le Secrétariat a redoublé d'efforts en vue d'encourager le paiement des arriérés en envoyant, en mai 2014, des lettres personnalisées aux Parties ayant des arriérés et en renvoyant, en juillet 2014, les factures impayées.

Tableau 4

État des engagements impayés pour 2013 et les années précédentes

Partie	31 décembre 2013	31 juillet 2014	Partie	31 décembre 2013	31 juillet 2014	Partie	31 décembre 2013	31 juillet 2014
Afrique			Zimbabwe	214	214	Mongolie	92	0
Libye	44 636	44 636	Libéria	173	173	Europe		
Algérie	11 454	11 454	Bénin	388	0	Belgique	26 657	26 657
Tunisie	4 706	4 706	Burundi	116	0	Portugal	23 559	23 559
Rép. Dém. du Congo	2 978	2 978	Gambie	89	0	Malte	1 521	1 521
Gabon	2 558	2 558	Togo	250	0	ARY de Macédoine	1 117	1 117
Niger	1 793	1 793	Asie			Roumanie	8 160	0
Guinée-Bissau	1 684	1 684	Iran, Rép. Islamique	30 777	30 777	Océanie		
Somalie	1 684	1 684	Israël	17 703	17 703	Îles Cook	342	342
Kenya	1 074	1 074	Rép. Arabe syrienne	2 983	2 983	Palaos	277	277
Guinée	1 011	1 011	Ouzbékistan	2 414	2 414	Philippines	16	0
Tchad	1 007	1 007	Pakistan	7 374	1 617	Amérique du Sud, Amérique Centrale et les Caraïbes		
Guinée équatoriale	860	860	Jordanie	645	645	Cuba	15 952	15 952
Sénégal	751	751	Yémen	197	197	Honduras	814	506
Sao Tomé Príncipe	494	494	Tadjikistan	165	165	Paraguay	1 398	345
Djibouti	401	401	Arabie Saoudite	38 265	65	Argentine	13 232	0
Mauritanie	377	377	Kazakhstan	227	0	Uruguay	1 245	0
Mali	268	268	Inde	71 883	0	Total général	345 981	204 964

III. État des contributions

6. L'Annexe I fournit l'état des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour les contributions calculées à la Convention. Dans la Résolution 10.1, les Parties ont approuvé un budget de €2.674.015 pour 2014, dont €2.544.015 devaient être financés par les contributions calculées des Parties et €130.000 par le solde du Fonds d'affectation spéciale.

7. Comme montre l'Annexe I, les contributions calculées pour 2014 représentaient un montant de €2.544.570 – une augmentation de €555 par rapport aux contributions calculées approuvées. Cette augmentation est due à l'accession du Zimbabwe en juin 2012, du Swaziland en janvier 2013, des Fidji en avril 2013 et du Kirghizstan en mai 2014, dont les contributions calculées en 2014 étaient de €156, €156, €208 et €35 respectivement.

8. Alors que le paragraphe 9 de la Résolution 10.1 demande aux Parties de payer leurs contributions avant la fin du mois mars de l'année à laquelle elles se rapportent, seulement 64 sur 120 Parties n'avaient pas de contributions restant à régler au 31 juillet 2014. L'Annexe I montre que le total des contributions non acquittées s'élevait à €783.389 dont €578.425 étaient liés à 2014 et €204.964 à 2013 et les exercices précédents.

IV. Application du budget – personnel et opérations

9. L'état de l'application du budget pour les lignes budgétaires relatives au personnel et aux opérations au 31 juillet 2014 en Annexe II². La Résolution 10.1 de la COP a fourni un budget (hormis les coûts d'appui au programme) pour le personnel et les opérations de €1.730.00 pour 2012, de €1.763.130 pour 2013 et de €1.793.598 pour 2014. Les économies réalisées sur ces lignes s'élevaient à €253.408 en 2012 et à €39.243 en 2013 et comme expliqué ci-dessus, ces économies ont été reportées en 2013 et 2014.

10. StC40 a autorisé l'utilisation des économies réalisées en 2012 fin de financer : (i) l'extension des contrats du Jeune expert associé, (JEA) responsable du site Internet de la famille CMS de septembre 2012 à décembre 2014 et (ii) du JEA soutenant les instruments de la CMS en Asie centrale d'octobre 2013 à décembre 2014. Lors de la mise en oeuvre de cette décision, il est apparu que les contrats de JEA ne peuvent pas être prolongés au-delà du quatrième anniversaire de leur entrée en fonction. Dans cette perspective, les économies de 2012 ont été allouées pour financer les quatrième années des JEA susmentionnés et, avec l'autorisation du Président du Comité permanent, les économies restantes ont été réallouées afin de financer un poste temporaire d'Administrateur associé chargé de l'information pour une durée d'un an (oct. 2013 à oct. 2014)³ en vue de poursuivre le travail sur le site Internet de la famille CMS. Ainsi qu'il ressort du tableau 5, sur les économies réalisées en 2012 d'un montant de €253.408 des dépenses de €25.768 ont été engagées en 2012, et sur les €227.640 restants alloués pour 2013/14, €83,824 ont été dépensés en 2013 avec un solde de €143.816 reporté en 2014.

² Les comptes officiels du PNUE sont maintenus en dollars US, cependant, pour le présent rapport les dépenses en euros ont été estimées en utilisant le cours moyen des taux de change officiel des Nations unies au cours de la période à laquelle se rapportent les dépenses. Les taux été utilisés sont les suivants: 2012, 1 US\$ = €0,7777; 2013, 1 US\$ = €0,7549 et 2014, 1 US\$ = €0,7306.

³ Le poste de l'Administrateur associé chargé de l'information a été approuvé par la COP10 (Résolution 10.1 Annexe II) pour financement extrabudgétaire.

Tableau 5
Économies réalisées en 2012 reportées en 2013 et 2014

<i>Ligne</i>	<i>Description</i>	<i>Dépenses2012</i>	<i>Dépenses2013</i>	<i>Solde reporté en 2014</i>	<i>Total</i>
1112	Jeune expert associé, site Internet de la famille CMS (4 ^e année ; sept. 2012 à sept. 2013)	25 768	51 218		76 986
1113	Jeune expert associé pour soutenir les instruments de la CMS en Asie centrale (4 ^e année ; oct. 2013 à sept. 2014)		16 787	71 424	88 211
1114	Administrateur associé chargé de l'information, (poste temporaire, créé pour 1 an, oct. 2013 à oct. 2014)		15 819	72 392	88 211
	Total	25 768	83 824	143 816	253 408

11. Le StC41 a autorisé l'utilisation des économies réalisées en 2013 pour le personnel et les opérations comme suit: (i) fournir un poste temporaire pour la période d'octobre-décembre 2014 afin de poursuivre le soutien des instruments de la CMS en Asie centrale, (ii) prolonger le poste temporaire de l'Administrateur associé chargé de l'information jusqu'au 31 décembre 2014 et (iii) soutenir les activités prioritaires (avec les économies restantes). À la clôture des comptes de 2013, les économies réalisées en 2013 sur les lignes budgétaires relatives au personnel et aux opérations s'élevaient à €39.243. Ces économies sont à présent allouées selon le tableau 6 ci-dessous. Cependant, le Secrétariat continuera à surveiller les dépenses effectives sur les lignes 1113 et 1114 et à réallouer tout montant épargné à des activités prioritaires, conformément à la décision du StC41.

Tableau 6
Économies réalisées au 31 décembre 2013 reportées en 2014

<i>Ligne</i>	<i>Description</i>	<i>2012/13 reporté en 2014</i>	<i>Utilisation des économies de 2013</i>	<i>Budget 2014</i>	<i>Dépenses 2014 (au 31 juillet 2014)</i>
1113	Soutien aux instruments de la CMS en Asie centrale (prolongation du mandat de JEA jusqu'à oct. 2014 et soutien temporaire d'oct. à déc. 2014)	71 424	17 010	88 434	36 880
1114	Administrateur associé chargé de l'information, (poste temporaire, prolongation d'oct. 2013 à déc. 2014)	72 392	16 042	88 434	43 068
	Activités prioritaires en 2014		6 191	6 191	
	Total	143 816	39 243	183 059	79 948

12. Jusqu'ici, au cours de la période triennale, les dépenses globales sur les lignes budgétaires relatives au personnel et aux opérations étaient dans les limites des allocations budgétaires globales, et il est prévu que les fonds alloués pour le triennat seront entièrement dépensés au 31 décembre 2014. Toutefois, un dépassement des dépenses notable a été constaté sur quelques lignes budgétaires comme expliqué ci-dessous.

13. Le poste de Responsable associé du support scientifique (ligne 1107) a engagé une dépense de €147.166 par rapport à un budget de €86.700 en 2013. Ce dépassement des dépenses est apparu parce qu'en octobre 2012, le titulaire du poste a bénéficié d'un congé spécial sans traitement, jouissant du droit de réintégrer son poste après un an. Un remplaçant au poste a été recruté en janvier 2013 pour un an, conformément aux droits accordés au personnel des Nations unies, ce qui a donné lieu à des coûts exceptionnels d'environ €36.000 relatifs au relogement du candidat sélectionné (et personnes à charge) au lieu d'affectation à Bonn. Comme le titulaire du poste a décidé de retourner au Secrétariat en octobre 2013, ce poste devait composer avec les coûts du titulaire et du remplaçant au cours des mois de novembre et décembre 2013.

14. Le poste d'Administrateur associé de programme basé à Washington (ligne 1110) qui est partagé avec le Bureau régional du PNUE pour l'Amérique du Nord (RONA) a encouru des dépassements des dépenses en 2012 et 2013. Alors que la composante salaire des coûts engagés sur cette ligne a respecté les crédits budgétaires, le dépassement des fonds était imputable: (i) aux frais du RONA s'élevant à €16.400 dus au titre du loyer et des opérations ayant été imposés en 2013 afin de couvrir la période de novembre 2011 à décembre 2013, et (ii) aux provisions pour les impôts nationaux sur les citoyens américains en 2012 et 2013. Ces charges fiscales résultent du fait que le système des Nations unies prévoit un traitement fiscal des citoyens américains se distinguant de celui appliqué sur les ressortissants d'autres pays, ce qui signifie pour l'essentiel que ces coûts doivent être supportés par la ligne budgétaire relative au personnel. Cette situation a encore été aggravée en 2013 en raison d'un changement des normes comptables des Nations unies, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014, exigeant qu'en plus des impôts normalement imputés aux comptes de 2013 pour couvrir la période de mai 2012 à avril 2013, les impôts pour la période de mai à décembre 2013 soient également imputés aux comptes de 2013.

15. Le dépassement de la ligne 1302 (Secrétaire du Secrétaire exécutif adjoint, G-4) a été compensé par une sous-utilisation des crédits sur la ligne 1305 (greffier, G-4). Cette situation est survenue par le fait que le Secrétariat a décidé de suspendre le recrutement pour le poste de greffier à titre d'essai et d'utiliser les économies afin d'augmenter les heures de travail (de 50 pour cent à 80 pour cent) des assistants assurant les services au Bureau de direction (ligne 1302) et à l'Unité de science, de données et de la mer (ligne 1308). Devant le besoin croissant de soutien administratif et de secrétariat au sein du Secrétariat, il a été décidé que le poste de greffier devait être scindé en deux, dont 50 pour cent seront accordés à un poste de secrétaire et les 50 pour cent restants maintenus pour le poste de greffier. Alors que cette réallocation budgétaire n'a pas d'incidence sur les coûts, en continuant de suspendre le recrutement pour le poste de greffier (réduit de 50 pour cent), le Secrétariat a été en mesure de maintenir l'appui (au niveau des 80 pour cent) nécessaire au Bureau de direction (ligne 1302) et à l'Unité de science, de données et de la mer, et en même temps, le poste de secrétariat de 50 pour cent a amélioré la capacité du Secrétariat d'assurer le service des réunions et des conférences.

16. En ce qui concerne les coûts des opérations, le dépassement le plus significatif est survenu en 2012 sur la ligne 5102 – prestation de service IT. Afin de limiter ces coûts, le Secrétariat a déplacé une grande partie de ses données des serveurs de fichiers du fournisseur de service sur d'autres supports de stockage, quoique moins fiables. Alors que cette solution n'est pas idéale, les coûts ont été réduits considérablement en décembre 2013. Le Secrétariat continue d'étudier des moyens de réduire les coûts de l'informatique à long terme, y compris l'examen d'autres solutions d'hébergement externe compatibles avec les contraintes de sécurité de réseau des Nations unies. L'autre secteur de dépassement des crédits était la ligne 5311 (coûts de communication – téléphone, fax etc.) où des dépassements ont été constatés en 2012 et en 2013. Si ces coûts sont une conséquence d'une utilisation accrue des technologies de la communication, le Secrétariat a essayé d'atténuer ces coûts en recourant aux services basé sur Skype pour les téléconférences et pour négocier des accords de services de données en itinérance à couverture géographique plus large.

17. En 2014, les dépenses au titre des lignes budgétaires relatives au personnel et aux opérations devraient, en grande partie, être maintenues dans les limites budgétaires prévues. Le seul domaine où les dépenses ont déjà dépassé le budget est celui relatif à la ligne budgétaire 5311 – coûts de communication. Ce dépassement est principalement imputable aux paiements d'avances et à l'obligation de moyens basés sur les dépenses réelles des années précédentes. Cette ligne devrait néanmoins dépasser les crédits d'un montant comparable aux dépenses engagées en 2012 et en 2013.

V. Application du budget – administration des organes subsidiaires

18. Au cours de la période triennale, les dépenses au titre de ce volet ont largement respecté les limites des crédits existants. Toutes les économies (€130.979) de 2012 et 2013 ont été reportées à leurs lignes budgétaires respectives en 2014. En ce qui concerne la ligne 1201 (consultant – traductions), les économies de 2012 et 2013 devraient être complètement utilisées en 2014, en particulier parce qu'il y aura un lourd programme de traductions en 2014 du fait de l'ajournement de la réunion du Conseil scientifique à 2014 et de la traduction des documents pour la COP11. Les lignes sur lesquelles aucune dépense relative à la COP11 n'a été enregistrée à ce jour seront utilisées au cours du deuxième semestre de 2014.

VI. Application du budget – activités

19. Pour ce qui est des lignes budgétaires relatives aux activités, toutes les dépenses ont respecté les limites budgétaires, à l'exception de la ligne 2203 (développement d'un nouveau site Internet CMS) où un dépassement des crédits de €750 a été constaté. Au titre de ce volet, toutes les économies (€145.881) de 2012 et 2013 ont été reportées à leurs lignes budgétaires équivalentes en 2014, et l'état de mise en œuvre des activités est indiqué dans le tableau ci-dessous. Il est prévu que toutes ces lignes budgétaires seront entièrement utilisées avant la fin 2014.

<i>Ligne</i>	<i>Description</i>	<i>État</i>
3303	Activités 6.1 et 6.2 de la structure future: Plans stratégiques coordonnés pour la famille CMS	En 2012, le Groupe de travail sur le Plan stratégique a été créé et chargé d'élaborer un nouveau Plan stratégique pour les espèces migratrices. Ce nouveau plan offrira un cadre général pour toute la famille CMS qui le prépare activement. Les fonds de base alloués en 2012 et 2013, plus les fonds contribués par l'Afrique du Sud, l'Allemagne et la Suisse, ont été dépensés pour l'appui d'un consultant pour le groupe, ses deux premières réunions, la production d'un premier projet de plan, suivi d'un premier tour de consultations, et d'autres aspects du processus de développement du plan stratégique. L'allocation 2014, plus les fonds contribués par le PNUE, est engagée pour financer l'appui par un consultant ce qui a donné lieu à un deuxième projet de plan et à des indicateurs de plan préliminaires sur lesquels un deuxième tour de consultation a eu lieu le 30 juin. Les commentaires seront intégrés dans un projet de plan final pour examen par la COP11.
2201	Activité 7.1 de la structure future: Restructurer le Conseil scientifique pour optimiser les capacités d'expertise et de connaissance.	Les fonds disponibles ont été utilisés pour l'organisation d'une réunion de planification stratégique du Conseil scientifique qui a eu lieu à Formia (Italie) en octobre 2013. La restructuration et la nouvelle structure du Conseil scientifique était un des principaux sujets à l'agenda. Prenant en compte les discussions tenues à la réunion, le Secrétariat a élaboré un projet de document sur les options pour la restructuration du Conseil scientifique. Ce document a été transmis au président du Conseil scientifique pour commentaires. Une nouvelle version révisée a été transmise aux Parties de la CMS pour faire l'objet d'un tour de consultations, et présentée pour discussion à la 18 ^e réunion du Conseil scientifique (ScC18) qui s'est tenue du 1 au 3 juillet 2014 à Bonn. Sur la base des commentaires reçus des Parties et du ScC18, une version finale sera préparée à soumettre à la COP11 pour examen.
5202	Activité 14.1 de la structure future: La CMS coordonne les activités de collecte de fonds avec les partenaires et acteurs afin de les développer.	Le Secrétariat de la CMS est en train de développer le « Programme des champions des espèces migratrices » qui a été approuvé par le Comité permanent de la CMS en novembre 2013. Un contrat a été finalisé pour le développement de l'image de marque du programme et de documents d'information appropriés. Les coûts en relation avec l'impression et la distribution de matériels du programme seront encourus ultérieurement au cours de l'année.
1204	Activité 8.1 de la structure future: Régionaliser les efforts de conservation efforts en disposant de coordinateurs locaux avec l'aide du PNUE, des ONG et des AEM.	Les ressources ont été utilisées pour soutenir un certain nombre d'efforts de conservation, y compris les tortues de l'Atlantique, le phragmite aquatique, l'antilope saïga et la grue de Sibérie. Le partenariat avec le SPREP dans la région des îles du Pacifique a été poursuivi, particulièrement pour promouvoir l'accession de Parties dans la région et pour mettre en œuvre les MdE sur les requins, les cétacés du Pacifique et les dugongs.

<i>Ligne</i>	<i>Description</i>	<i>État</i>
1206	Activité 10.1 de la structure future: Déployer davantage de personnel au niveau de l'Unité de coordination des MdE de la CMS.	Les ressources ont été utilisées pour fournir un soutien temporaire d'environ huit mois de la classe P2 afin de permettre au Secrétariat d'assurer la gestion d'Accords
2202	Activité 13.1 de la structure future: Travailler avec les partenaires locaux et régionaux pour développer le renforcement des capacités et activité 13.2. de la structure future: La CMS fournit des services centralisés relatifs au renforcement des capacités avec la famille CMS, y compris les activités de formation et d'éducation.	Le Secrétariat de la CMS, conjointement avec le Secrétariat de l'AEWA, a reçu au début de 2012 un appui financier (€550k au total) de la Commission européenne (ENRTP) afin de mettre en œuvre un projet commun pour la période quadriennale 2012-2015. Un des principaux objectifs de ce projet est le développement d'outils d'apprentissage et la fourniture de formations supplémentaires visant à renforcer la capacité des Points focaux nationaux (PFN) pour les instruments de la famille CMS. Les fonds de base (conjointement avec une contribution du Gouvernement finlandais) ont été utilisés en 2013 afin de compléter la subvention de la Commission européenne en vue de soutenir la mise en œuvre du concept élaboré relatif à la plateforme de la communauté en ligne des PFN (e-learning).
1205	Activité 9.1 de la structure future: Utilisation de l'ensemble des données existantes et des systèmes de gestion hors de la CMS (p. ex. par le PNUE-WCMC).	Les fonds de base alloués ont été dépensés pour une séance de formation par le PNUE-WCMC sur l'utilisation des ORS et les préparatifs pour le nouveau cycle de présentation de rapports pour la COP11. E outre, le WCMC est en train de procéder à l'analyse des rapports nationaux. En même temps, un dialogue de haut niveau avec d'autres AEM relatives à la biodiversité a été initié en vue d'explorer leur intérêt à adopter les ORS afin d'avoir une plateforme commune et de partager les coûts de maintenance et de développement ultérieur, y compris la création d'un outil analytique.
3304	Groupe de travail chargé du faucon sacré	La première réunion du groupe de travail s'est tenue à Abu Dhabi (E.A.U) le 29 mars 2012. En 2012, l'allocation budgétaire a été utilisée pour appuyer la participation du Conseil scientifique et d'un représentant du Secrétariat de la CMS. Entre-temps, des fonds importants ont été recueillis pour soutenir le développement d'un Plan d'action mondial du faucon sacré (SakerGAP), comprenant €78.000 de la Commission européenne, env. €45.000 de l'Arabie saoudite et env. €15.000 du Secrétariat de la CITES. Une deuxième réunion du groupe de travail chargé du faucon sacré a eu lieu à Abu Dhabi en septembre 2013. Suite à cette réunion, un deuxième projet du SakerGAP a été publié en février 2014, lançant une période de consultation publique sur de deux mois. Par la suite, une troisième version a été préparée qui a été présentée et discutée au Conseil scientifique en juillet 2014
2203	Développement d'un nouveau site Internet CMS	De nouveaux sites Internet pour la CMS, l'AEWA et ASCOBANS ainsi que le portail commun de la famille CMS ont été réalisés et sont en ligne depuis mars 2014. La correction des bogues et l'élaboration d'améliorations se poursuivent.
1203	Activité 4.1 de la structure future: Production d'un site Internet CMS en trois langues	La traduction du site Internet CMS a été réalisée dans le contexte du lancement du nouveau site Internet. Une partie importante du contenu du site Internet CMS existant a été traduit, d'autres traductions sont en cours et continueront durant l'année 2014.

Action requise:

La Conférence des Parties est invitée à:

- prendre note du rapport et de faire des commentaires ou de donner des conseils, si nécessaire, au Secrétariat.

**Annexe I: Fonds d'affectation spéciale pour la Convention
sur la conservation des animaux migrateurs de la faune sauvage
Statut des contributions au 31 juillet 2014 (en Euros)**

Parties / Espace d'intégration économique	Au 31 décembre 2013		Au 31 juillet 2014						
	Promesses de paiement non- honorées en 2013 et les années précé- dentes	Paiements anticipés pour les prochaines années	Promesses de paiement pour 2014	Contribu- tions recues en 2014 pour 2013 et les années précédentes	Contribu- tions recues en 2014 pour 2014	Contribu- tions recues en 2014 pour les prochai- nes années	Promesses de paiement non honorées en 2013 et les années précé- dentes	Promesses de paiement non honorées pour 2014	Paiements anticipés pour les prochaines années
Albania	0	520	520				0	0	0
Algeria	11 454	0	6 654				11 454	6 654	0
Angola	0	623	520				0	0	103
Antigua and Barbuda	0	23	104				0	81	0
Argentina	13 232	0	14 919	13 232			0	14 919	0
Armenia	0	0	260		260		0	0	0
Australia	0	100 483	100 483				0	0	0
Austria	0	0	44 237		44 237		0	0	0
Bangladesh	0	457	520		63		0	0	0
Belarus	0	0	2 183				0	2 183	0
Belgium	26 657	0	55 882		55 882		26 657	0	0
Benin	388	0	156	388	156		0	0	0
Bolivia, Plurinational State of	0	0	364				0	364	0
Bulgaria	0	0	1 975		1 975		0	0	0
Burkina Faso	0	130	156				0	26	0
Burundi	116	0	52	116	52		0	0	0
Cabo Verde	0	52	52				0	0	0
Cameroon	0	572	572				0	0	0
Chad	1 007	0	104				1 007	104	0
Chile	0	4 544	12 268		7 718		0	6	0
Congo, Republic of	0	134	156				0	18	0
Cook Islands	342	0	52				342	52	0
Costa Rica	0	2 372	1 767			996	0	0	1 601
Côte d'Ivoire	0	24 452	520				0	0	23 932
Croatia	0	0	5 042		5 042		0	0	0
Cuba	15 952	0	3 691				15 952	3 691	0
Cyprus	0	0	2 391		2 391		0	0	0
Czech Republic	0	18 142	18 142				0	0	0
Democratic Rep. of the Congo	2 978	0	156				2 978	156	0
Denmark	0	0	38 259		38 259		0	0	0
Djibouti	401	0	52				401	52	0
Ecuador	0	24	2 079				0	2 055	0
Egypt	0	4 886	4 886				0	0	0
Equatorial Guinea	860	0	416				860	416	0
Eritrea	0	52	52				0	0	0
Estonia	0	0	2 079		2 079		0	0	0
Ethiopia	0	1 674	416				0	0	1 258
European Union	0	0	63 600		63 600		0	0	0
Fiji	0	208	208				0	0	0
Finland	0	0	29 422		29 422		0	0	0
France	0	0	318 291		318 291		0	0	0
Gabon	2 558	0	728				2 558	728	0
Gambia	89	0	52	89	52		0	0	0
Georgia	0	0	312		312		0	0	0
Germany	0	0	416 799		416 799		0	0	0
Ghana	0	313	312				0	0	1
Greece	0	0	35 920				0	35 920	0
Guinea	1 011	0	104				1 011	104	0
Guinea-Bissau	1 684	0	52				1 684	52	0
Honduras	814	0	416	308			506	416	0
Hungary	0	0	15 127		15 127		0	0	0
India	71 883	0	27 759	71 883	27 759		0	0	0
Iran, Islamic Republic of	30 777	0	12 112				30 777	12 112	0
Ireland	0	25 887	25 887				0	0	0
Israel	17 703	0	19 961				17 703	19 961	0
Italy	0	0	259 862				0	259 862	0
Jordan	645	0	728				645	728	0
Kazakhstan	227	0	3 951	227	3 951		0	0	0

Parties / Espace d'intégration économique	Au 31 décembre 2013		Au 31 juillet 2014						
	Promesses de paiement non- honorées en 2013 et les années précé- dentes	Paiements anticipés pour les prochaines années	Promesses de paiement pour 2014	Contribu- tions recues en 2014 pour 2013 et les années précédentes	Contribu- tions recues en 2014 pour 2014	Contribu- tions recues en 2014 pour les prochai- nes années	Promesses de paiement non honorées en 2013 et les années précé- dentes	Promesses de paiement non honorées pour 2014	Paiements anticipés pour les prochaines années
Kenya	1 074	0	624				1 074	624	0
Kyrgyzstan	0	0	35				0	35	0
Latvia	0	1 975	1 975				0	0	0
Liberia	173	0	52				173	52	0
Libya	44 636	0	6 706				44 636	6 706	0
Liechtenstein	0	0	468		468		0	0	0
Lithuania	0	0	3 379		3 379		0	0	0
Luxembourg	0	4 149	4 678				0	529	0
Madagascar	0	129	156				0	27	0
Mali	268	0	156				268	156	0
Malta	1 521	0	884				1 521	884	0
Mauritania	377	0	52				377	52	0
Mauritius	0	0	572		572		0	0	0
Monaco	0	0	156		156		0	0	0
Mongolia	92	0	104	92	12		0	92	0
Montenegro	0	208	208				0	0	0
Morocco	0	3 015	3 015				0	0	0
Mozambique	0	156	156				0	0	0
Netherlands	0	96 428	96 428				0	0	0
New Zealand	0	14 191	14 191				0	0	0
Niger	1 793	0	104				1 793	104	0
Nigeria	0	4 055	4 055				0	0	0
Norway	0	0	45 277		45 277		0	0	0
Pakistan	7 374	0	4 263	5 757			1 617	4 263	0
Palau	277	0	52				277	52	0
Panama	0	1 311	1 144				0	0	167
Paraguay	1 398	0	364	1 054			345	364	0
Peru	0	3 452	4 678				0	1 226	0
Philippines	16	0	4 678	16	4 659		0	19	0
Poland	0	0	43 042		43 042		0	0	0
Portugal	23 559	0	26 563				23 559	26 563	0
Republic of Moldova	0	104	104				0	0	0
Romania	8 160	0	9 201	8 160	9 201		0	0	0
Rwanda	0	52	52				0	0	0
Samoa	0	52	52				0	0	0
Sao Tome and Principe	494	0	52				494	52	0
Saudi Arabia	38 265	0	43 146	38 200	43 146		65	0	0
Senegal	751	0	312				751	312	0
Serbia	0	0	1 923		1 923		0	0	0
Seychelles	0	191	104				0	0	87
Slovakia	0	7 382	7 382				0	0	0
Slovenia	0	5 354	5 354				0	0	0
Somalia	1 684	0	52				1 684	52	0
South Africa	0	20 013	20 013				0	0	0
Spain	0	0	165 150				0	165 150	0
Sri Lanka	0	988	988				0	0	0
Swaziland	0	156	156				0	0	0
Sweden	0	55 310	55 310				0	0	0
Switzerland	0	0	58 741		58 741		0	0	0
Syrian Arab Republic	2 983	0	1 300				2 983	1 300	0
Tajikistan	165	0	104				165	104	0
The FYR of Macedonia	1 117	0	364				1 117	364	0
Togo	250	0	52	250	52		0	0	0
Tunisia	4 706	0	1 559				4 706	1 559	0
Uganda	0	688	312				0	0	376
Ukraine	0	0	4 523				0	4 523	0
United Kingdom	0	0	343 295		343 295		0	0	0
United Republic of Tanzania	0	416	416				0	0	0
Uruguay	1 245	0	1 404	1 245			0	1 404	0
Uzbekistan	2 414	0	520				2 414	520	0
Yemen	197	0	520				197	520	0
Zimbabwe	214	0	156				214	156	0
Total	345 981	405 323	2 544 570	141 017	1 587 349	996	204 964	578 425	27 525

Annex II: Mise en oeuvre du budget 2012 – 2014 (en Euros)

Dépenses de personnel et d'opérations relatives au budget approuvé par la COP10

Ligne	Description	2012		2013		2014	
		Budget	Dépense	Budget	Dépense	Budget	Dépense
1101	Secrétaire exécutif (D1); 97% (3% ASCOBANS)	160,000	21,278	163,200	151,394	166,464	95,226
1102	Secrétaire exécutif adjoint (P5)	148,000	144,399	150,960	127,899	153,979	80,032
1110	Administrateur associé de programme, Washington (P-2), 50%	42,500	47,987	43,500	78,882	44,217	21,107
1301	Assistant personnel du Secrétaire exécutif (GS-6)	78,000	67,700	79,560	74,010	81,151	39,136
1302	Secrétaire du Secrétaire exécutif adjoint (GS-4), 50%	30,300	43,152	30,906	44,025	31,524	3,828
1103	Administrateur des liaisons inter-agences (P4)	135,000	81,656	137,700	90,951	140,454	68,964
1104	Administrateur associé de la collecte de fonds et des partenariats (P2)	85,000	76,152	86,700	78,225	88,434	46,027
1306	Assistant Administratif (GS-4)	60,600	52,923	61,812	53,091	63,048	30,701
1105	Chef d'unité (P4)	135,000	131,488	137,700	162,877	140,454	76,881
1303	Assistant principal à l'information (GS-7)	78,000	65,964	79,560	68,024	81,151	40,043
1304	Secrétaire (GS-4), 50%	30,300	26,088	30,906	26,535	31,524	15,350
1305	Greffier (GS-4)	60,600	20,464	61,812	12,434	63,048	13,425
1106	Chef d'unité (P4); 85% (15% ASCOBANS)	114,750	130,746	117,045	127,909	119,386	59,996
1107	Administrateur associé du support scientifique (P2)	85,000	60,648	86,700	147,166	88,434	45,797
1108	Administrateur associé pour les mammifères marins (P2), 25% (75% ASCOBANS)	21,250	18,401	21,675	18,705	22,109	10,967
1308	Secrétaire (GS-4), 50%	30,300	31,096	30,906	36,775	31,524	21,371
1109	Chef d'unité (P4)	135,000	118,925	137,700	127,046	140,454	77,917
1307	Assistant Programme (GS-5)	60,600	64,553	61,812	65,024	63,048	37,619
1309	Secrétaire (GS-4), 50%	30,300	21,273	30,906	19,790	31,524	16,752
1111	Conseiller principal CMS et chef d'IOSEA (P5), 20%	19,200	19,901	19,200	19,023	19,200	17,398
	Personnel Total	1,539,700	1,244,792	1,570,260	1,529,785	1,601,127	818,537
1611	Déplacements : personnel en mission	62,500	65,692	62,500	64,370	60,047	46,650
4110	Fournitures de bureau	5,400	5,503	5,508	4,625	5,618	4,506
4210	Équipement non consommable	10,000	9,166	10,200	11,313	10,404	0
5102	Services IT	70,000	106,946	71,400	69,418	72,828	1,056
5104	Maintenance des imprimantes	10,000	10,894	10,200	7,482	10,404	9,573
5201	Matériel d'information et production de documents	12,500	13,908	12,500	13,295	12,500	7,081
5311	Coûts de Communication (téléphone, fax)	9,000	14,841	9,000	12,997	9,027	11,767
5312	Affranchissement et courrier	7,900	1,678	7,900	6,646	7,918	3,644
5313	Dispositions diverses	3,100	3,277	3,162	3,443	3,225	2,827
5401	Frais de représentation	500	496	500	513	500	0
	Opérations Total	190,900	232,400	192,870	194,102	192,471	87,104
	Personnel et Opérations Total	1,730,600	1,477,192	1,763,130	1,723,887	1,793,598	905,641

StC-40 Décisions sur l'utilisation des économies faites en 2012 sur les lignes budgétaires personnel et opérations (Total €253,408: €25,768 en 2012 et €227,640 en 2013 et 2014)

Ligne	Description	2012		2013		Solde rééchélonné en 2014	Total
		Dépense	Dépense	Dépense	Dépense		
1112	Jeune Expert Associé, Site internet de la famille CMS (4ème année, sept. 2012 à sept. 2013)	25 768		51 218			76 986
1113	Jeune Expert Associé, Soutien des instruments de la CMS en Asie Centrale (4ème année, Oct. 2013 à Sept. 2014)			16 787		71 424	88 211
1114	Administrateur Associé chargé de l'information (position temporaire, créée pour un an, oct. 2013 à oct. 2014)			15 819		72 392	88 211
	Total	25 768		83 824		143 816	253 408

StC-41 Décisions sur l'utilisation des économies faites en 2013 sur les lignes budgétaires personnel et opérations (Total €39,243)

<i>Ligne</i>	<i>Description</i>	<i>2012/13 économies rééchelonnées en 2014</i>	<i>Allocation de 2013 Économies en 2014</i>	<i>2014 Budget</i>	<i>2014 Dépense</i>
1113	Jeune Expert Associé, Soutien des instruments de la CMS en Asie Centrale (continuation oct. à déc. 2014)	71 424	17 010	88 434	36 880
1114	Administrateur Associé chargé de l'information (position temporaire, continuation d'oct. à déc 2014)	72 392	16 042	88 434	43 068
	Activités prioritaires en 2014		6 191	6 191	
	Total	143 816	39 243	183 059	79 948

Dépenses de service des organes subsidiaires relatives au budget approuvé par la COP10

<i>Ligne</i>	<i>Description</i>	<i>Budget</i>		<i>Dépense</i>		<i>Solde non dépensé</i>
		<i>2012-14</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	
	Réunions des organes subsidiaires					
1201	Consultants - Traduction	227 000	60 003	61 016	43 661	62 320
1202	Consultants – Prestations COP - (Salaire/déplacement)	273 000			19 703	253 297
1612	COP11 Déplacement pour le personnel CMS	50 000				50 000
3301	Réunions du Comité permanent – soutien des délégués	41 208	13 404	10 808	1 192	15 805
3302	Réunions du Comité scientifique – soutien des délégués	95 000			94 297	703
	Total réunions des organes subsidiaires	686 208	73 406	71 823	158 854	382 124

Dépenses activités relatives au budget approuvé par la COP10

<i>Ligne</i>	<i>Description</i>	<i>Budget</i>		<i>Dépense</i>		<i>Solde non dépensé</i>
		<i>2012-14</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	
	Projets / Programmes					
3304	Groupe de travail chargé du Faucon sacré	10 000	5 524	4 278		197
	Projets / Programmes Total	10 000	5 524	4 278		197
	Structure future					
1203	Traduction du site internet - Activité 4.1	24 000			7 981	16 019
1204	Coordinateur régional - Activité 8.1	135 000	15 694	25 870	53 336	40 100
1205	Consultant suivi et évaluation - Activité 9.1	72 000		14 849	33 011	24 140
1206	Coordination MdE - Activité 10.1	60 000			37 287	22 713
2201	Sous-traitance avec des ONG - Activité 7.1	50 000		25 327		24 673
2202	Site CMS de formation sur internet	25 362		24 961		401
2203	Développement d'un nouveau site internet CMS	30 000	14 936	15 813		(750)
3303	Réunion du groupe de travail (Plan stratégique)	75 000	22 580	19 861	21 804	10 755
5202	Documents d'orientation & outil en ligne - Activité 14.1	17 000				17 000
	Total coûts structure future	488 362	53 210	126 681	153 418	155 052